

Maître d'ouvrage :
Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle Aquitaine
46 rue du Général de Larminat CS 81423
33073 Bordeaux Cedex

Réfection des façades et toitures des bâtiments D-E et F du
campus des métiers de Niort (79)



MARCHÉS PUBLICS DE TRAVAUX
PROCEDURE ADAPTÉE

Règlement de consultation (RC)

*Date et heure limites de réception des offres : **Vendredi 23 Mai 2025 à 12 h***

| | |
|---|-----------|
| ARTICLE I. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION | 3 |
| SECTION 1.01 OBJET DE LA CONSULTATION | 3 |
| SECTION 1.02 INTERVENANTS | 3 |
| SECTION 1.03 ÉTENDUE DE LA CONSULTATION | 5 |
| SECTION 1.04 DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION | 5 |
| SECTION 1.05 CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS | 5 |
| SECTION 1.06 PRESTATIONS SIMILAIRES | 5 |
| ARTICLE II. CONDITIONS DE LA CONSULTATION | 5 |
| SECTION 2.01 DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION | 5 |
| SECTION 2.02 VARIANTES | 6 |
| SECTION 2.03 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES | 6 |
| SECTION 2.04 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES | 6 |
| SECTION 2.05 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION | 6 |
| ARTICLE III. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION | 6 |
| SECTION 3.01 LISTE DES PIECES DU DOSSIER FOURNI | 6 |
| SECTION 3.02 MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION | 6 |
| ARTICLE IV. DOSSIER DE CANDIDATURES ET DES OFFRES | 6 |
| SECTION 4.01 DOSSIER DE CANDIDATURE : | 7 |
| SECTION 4.02 DOSSIER D'OFFRE | 7 |
| ARTICLE V. SELECTION DES CANDIDATURES ET CLASSEMENT DES OFFRES | 8 |
| SECTION 5.01 CLASSEMENT DES OFFRES | 8 |
| SECTION 5.02 NEGOCIATION | 9 |
| ARTICLE VI. CONDITIONS DE REMISE DES PLIS | 10 |
| ARTICLE VII. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES | 10 |
| SECTION 7.01 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS | 10 |
| SECTION 7.02 DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES | 11 |
| SECTION 7.03 VISITE SUR SITE | 11 |
| ARTICLE VIII. PROCEDURE DE RECOURS | 11 |

Article I. Objet et étendue de la consultation

Section 1.01 Objet de la consultation

Les stipulations du présent Règlement de la Consultation (R.C.) concernent un marché de Travaux dans le cadre de la réfection des façades et toitures des bâtiment D-E et F du campus des métiers de Niort (79).

La durée prévisionnelle de chantier est de 6 mois y compris intempéries prévisionnelles, période de préparation, de congés, OPR et réception. Cette durée prévisionnelle sera ajustée en fonction du planning d'exécution réalisé par la maîtrise d'oeuvre.

L'enveloppe des travaux allouée à la présente opération s'élève à 420 000 € HT

Lieu d'exécution des prestations : Campus des métiers Niort, 21, rue des Herbillaux 79010 NIORT

Section 1.02 Intervenants


1.2.1 – Pouvoir adjudicateur et maître d'ouvrage

Le pouvoir adjudicateur, est :

| Pouvoir Adjudicateur | | |
|---|---|---|
|  | Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Nouvelle-Aquitaine 46, Rue Général de Larminat CS 81423 33073 Bordeaux Cedex Tel : 05 57 22 57 28 Fax : 05 57 22 57 20 | Carole Bessette – Responsable de la cellule marchés c.bessette@artisanat-nouvelle-aquitaine.fr Gérard GOMEZ, Président de la CRMA NA Mme Do Couto |


1.2-2 – Maîtrise d'œuvre

La mission du Maître d'Oeuvre est une mission de base + QUANT

| | | |
|---|---|--|
|  | Architecte : TRIADE 68 Rue Jean de la Fontaine 79 000 Niort Tel : 05 49 73 02 56 | Brice KOHLER bkohler@triade.pro triadeniort@triade.pro |
|  | Architecte : A PROPOS ARCHITECTURE 10, rue de l'Hermitage 49280 Saint-Léger-sous-Chalet Tel : | Eric LABATUT |
| | B.E.T. Structure : SAS BAG | |
|  | BET fluides : ACE 2 Place Dupin, 79300 Bressuire Tél : 05 49 65 14 10 | M. GUILBOT |
|  | Economiste + OPC : ECB Z.I. Le Séjour – 85170 DOMPIERRE SUR YON Tél : 02 51 46 27 70 | Marc GUILLET |
| | V.R.D. : SITEA CONSEIL | |
|  | Cuisiniste : B.E.G.C 101 Boulevard Ernest Dalby 44000 Nantes Tél : 02 40 29 22 53 | |
|  | Acoustique 12 boulevard Chasseigne 86000 Poitiers – France Tél : 05 49 46 24 01 | |


1.2.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier, est assurée au sein du groupement de Maîtrise d'œuvre par :

| | | |
|--|--|--|
|  TRIADE CONCEVOIR, BÂTIR, VIVRE | Architecte : TRIADE 68 Rue Jean de la Fontaine 79 000 Niort Tel : 05 49 73 02 56 | Brice KOHLER bkohler@triade.pro triadeniort@triade.pro |
|--|--|--|

1.2.4 - Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du marché sont soumis au contrôle technique effectué par :

| | | |
|---|--|--|
|  | CT : APAVE 1, rue Pierre Simon de Laplace 79028 NIORT CEDEX Tél : 05 49 77 16 04 | M. Amael GARREAU Tel : 07 63 45 33 74 amael.garreau@apave.com |
|---|--|--|

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique concernent à minima la sécurité des personnes et la solidité des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert et des éléments d'équipement qui font indissociablement corps avec ces ouvrages, ainsi que sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions (art. R125-18 du CCH), et également :


| Code | Missions |
|------------|--|
| L | Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables |
| LE | Solidité des ouvrages existants, rénovés et transformés et des éléments d'équipements indissociables |
| SEI ou SH | Sécurité des personnes dans les constructions type ERP ou bâtiments d'habitation |
| Hand | Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées |
| PV | Réception, récolement, examen des PV des essais effectués sur les installations |
| Th | Isolation thermique et économies d'énergie y compris validation du bilan énergétique (décret n° 2007-363 du 19/03/2007). |
| Phh ou Pha | Isolation acoustique dans les constructions d'habitation ou autres bâtiments |
| P1 | Mission relative à la solidité des éléments d'équipement dissociables |
| PS ou PSE | Contrôle en rapport à la zone sismique dans les existants |
| F | Fonctionnement des installations de tous les lots techniques sont concernés (ascenseurs, traitement d'air, production d'énergie, de chaleur et de froid, SSI, ...) |
| VIE | Vérification initiale des installations électriques |

1.2.5 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La Coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par la Maîtrise d'œuvre.

1.2.6 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

La coordination SPS est assurée par :

| | | |
|---|--|--|
|  Groupe Qualiconsult® | Qualiconsult Immeuble Antarès - Téléport 4 - Futuroscope 86360 CHASSENEUIL DU POITOU | Frederic LARGEAU frederic.largeau@qualiconsult.fr |
|---|--|--|

Section 1.03 Étendue de la consultation

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée conformément **aux articles R2123-1 et R2131-12 du Code de la Commande publique (CCP)**.

Section 1.04 Décomposition de la consultation

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots. Les travaux sont répartis en 2 lots, désignés ci-dessous :

| N° de lot | Intitulé |
|-----------|-----------------------------------|
| 1 | ETANCHEITE - BARDAGE - SERRURERIE |
| 2 | RAVALEMENT |
| | |

Section 1.05 Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le maître d'ouvrage est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de l'Acheteur Public tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Section 1.06 Prestations similaires

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de conclure ultérieurement un ou plusieurs nouveaux marchés publics, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, avec le titulaire du présent marché public. Ces nouveaux marchés publics doivent être conclus dans les 3 ans à compter de la notification du marché public initial.

Article II. Conditions de la consultation

Section 2.01 Durée du marché - Délais d'exécution

Durée d'exécution des travaux : 6 mois (183 jours calendaires, y compris intempéries prévisionnelles, période de préparation, de congés, OPR et réception).

Les délais d'exécution des travaux sont fixés par le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux joint au dossier et ne peuvent en aucun cas être modifiés.

La durée d'exécution du marché commence à courir à la date de notification du marché jusqu'à la fin du délai de parfait achèvement.

Le délai d'exécution des travaux commence à courir à compter de la date fixée par l'ordre de service émis par le maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, une période de préparation de 30 jours calendaires est prévue. Le calendrier de réalisation des travaux sera affiné à l'issue de la période de préparation.

Section 2.02 Variantes

Les variantes (offres alternatives) ne sont pas autorisées.

Section 2.03 Prestations Supplémentaires Eventuelles

Sans objet

Section 2.04 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

Dans le cas où il n'est pas donné suite à la procédure, les candidats ne peuvent prétendre à aucune indemnité.

Section 2.05 Conditions particulières d'exécution

- Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article R. 2113-7 du Code de la Commande Publique (CCP).

Article III. Contenu du dossier de consultation

Section 3.01 Liste des pièces du dossier fourni

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes.
 - Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
 - Le modèle d'attestation de visite
 - Le cadre du mémoire technique
 - Le cahier des prescriptions communes (C.C.T.P. Lot n°00)
 - Les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés
 - Les plans rattachés aux C.C.T.P.
 - Les décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.)
 - Le Rapport Initial du Contrôleur Technique (R.I.C.T.)
 - Le plan général de coordination sécurité
 - Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux
 - Le diagnostic amiante avant travaux

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du maître d'ouvrage, fait seul foi.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter, au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au DCE. Les modifications seront publiées sur le profil d'acheteur. Les candidats s'étant identifiés, pour télécharger le DCE, en seront informés via la messagerie du profil d'acheteur. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la réception des offres est reportée, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

Section 3.02 Mise à disposition du dossier de consultation

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est mis gratuitement à la disposition des entreprises sur la plateforme de téléchargement : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Article IV. Dossier de candidatures et des offres

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant le dossier de candidature et le dossier d'offre détaillés ci-après. Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet, en **un exemplaire** comprenant les pièces listées ci-après, datées et signées.

Section 4.01 Dossier de candidature :

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des critères listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

| N° | Capacité économique et financière du candidat |
|----|---|
| 1 | Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. |
| 2 | Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ; |

| N° | Capacité technique et professionnelle du candidat |
|----|--|
| 1 | Une liste des principaux travaux effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. La réalisation des travaux est prouvée par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. |
| 2 | Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années |
| 3 | Si le candidat envisage de sous-traiter une partie de sa prestation, il joindra le formulaire de déclaration et d'agrément des conditions de paiement (DC4*) - dûment rempli et signé par le sous-traitant (ou chacun des sous-traitants) ainsi que les attestations de régularité administrative. |

*modèle téléchargeable sur à l'adresse suivante <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

Section 4.02 Dossier d'offre

Chaque proposition sera établie par :

| N° | Description |
|----|--|
| 1 | L'acte d'engagement Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre. |
| 2 | Le relevé d'identité bancaire |
| 3 | La décomposition du prix global et forfaitaire , au format PDF et XLS. * La DPGF doit obligatoirement être fournie sur la base du cadre transmis, les quantités sont renseignées à titre indicatif. |

| | |
|---|---|
| | Seul le prix global et forfaitaire de la DPGF et reporté sur l'acte d'engagement est contractuel. Les prix d'ensemble ou d'unités ne sont contractualisés que pour les éventuels travaux supplémentaires en cours d'exécution dans les conditions prévues dans le CCAP. |
| 4 | Un mémoire technique qui devra comprendre les chapitres suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Qualité de l'offre technique - fiches produits / matériaux • Méthodologie proposée par le candidat pour la réalisation des travaux : les contraintes et difficultés techniques propres à ce chantier. La méthodologie de chantier envisagée pour assurer l'exécution des travaux, le respect des délais, la sécurité des étudiants et personnels, la continuité de service... • Moyens humains : Personnel dédié au chantier (nombre et qualification, y compris encadrement) • Moyens matériels : Liste du matériel et outillages que le candidat envisage d'utiliser pour la réalisation des travaux |
| 5 | Les déclarations de sous-traitances nécessaires le cas échéant |
| 6 | L' attestation de visite en annexe correctement complétée. |
| 7 | Une attestation certifiant l'acceptation sans modification du dossier de consultation dont notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), • Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) • Les pièces écrites et graphiques (P.E ; P.G.) • Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux • Le plan général de coordination (P.G.C.) • Etc. |

* Le candidat doit signaler à la Maîtrise d'Oeuvre toutes erreurs de côtes ou de contradictions entre les plans et remettre son offre en tenant compte de ces erreurs.

Le candidat a l'obligation de remettre leurs offres conformément à la DPGF fournie. Il a la possibilité d'effectuer les sous détails nécessaires à l'intérieur d'articles des bordereaux. En cas d'omissions ou d'erreurs dans les CCTP ou quantitatifs, le candidat a obligation de remettre son offre en tenant compte de ces omissions ou erreurs et de les signaler à la Maîtrise d'Oeuvre avant la signature des marchés.

Article V. Sélection des candidatures et classement des offres

La sélection des candidatures et le classement des offres seront effectués dans les conditions précisés dans les articles L. 2152-1 et R. 2152-6 du code de la commande publique (CCP).

Section 5.01 Classement des offres

Le maître d'ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution du marché.

| N° | Description | Pondération |
|----------|--|-------------|
| 1 | Valeur technique apprécié selon le cadre de mémoire technique | 50 |
| 1.1 | Qualité des matériaux (fiches produits) | 25 |
| 1.2 | Qualité de la méthodologie envisagée pour assurer l'exécution des travaux | 15 |
| 1.3 | Qualité des moyens humains et matériels affectés à l'exécution des travaux | 10 |

| | | |
|---|-------------|------------|
| 2 | Prix | 50 |
| Pondération totale des critères d'attribution : | | 100 |

Une certaine valeur a été attribuée à chaque critère. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, tenant compte de la valeur attribuée à chacun, le marché sera attribué au candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse du point de vue du maître d'ouvrage.

Si une offre lui paraît anormalement basse, le maître d'ouvrage demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

Système de notation

La notation sur 10 est calculée selon la formule suivante sur le montant total en € TTC :

Montant total € TTC moins disant x 10

Montant total € TTC analysé

Les notes obtenues via cette formule seront ensuite multipliées par le coefficient de pondération fixé.

Fourchette notation critères techniques

| | |
|-----------|---|
| 10 | La proposition répond de manière très satisfaisante à toutes les exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du contrat. |
| 8 | La proposition répond de manière satisfaisante à toutes les exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du contrat. |
| 6 | La proposition répond de manière peu satisfaisante aux exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du contrat cependant, un certain nombre d'éléments restent insatisfaisants. |
| 4 | La proposition répond assez moyennement aux exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du contrat. |
| 2 | La proposition répond de manière lacunaire à certaines exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du contrat. |
| 0 | La proposition répond insuffisamment par manque d'éléments d'appréciation aux exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser le contrat. |

Section 5.02 Négociation

L'Acheteur classera les offres initiales suivant les critères de classement et de choix énoncés ci-dessus et se réserve la possibilité de négocier. En fonction de ce classement, l'acheteur pourra entamer des négociations avec les 3 candidats les mieux classés (sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres). Cependant, conformément à l'article R. 2123-5 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Ces négociations éventuelles seront réalisées par échanges électroniques et/ou audition(s).

Les négociations pourront concerner le prix des prestations et/ou la valeur technique des offres.

La durée de validité de chacune des nouvelles propositions présentées à la suite des négociations est de 120 jours à compter de la date limite de remise de ces nouvelles offres.

Le cas échéant, un second classement sera établi.

À l'issue de la négociation éventuelle, l'attribution du marché est prononcée par l'acheteur public.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R2143-3 à R.2143-15 du Code de la Commande Publique (CCP). Le délai imparti par L'Acheteur Public pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Article VI. Conditions de remise des plis

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

Transmission par voie électronique

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Il est rappelé que le candidat peut, s'il le souhaite, remettre, dans une enveloppe fermée, une copie de sauvegarde de sa candidature et de son offre sur support papier ou sur un support électronique (clé USB ou CD ROM). L'enveloppe contenant la copie de sauvegarde devra comporter la mention « copie de sauvegarde » et devra être transmise dans les mêmes conditions de forme que l'offre électronique et impérativement avant l'expiration du délai de remise des offres à l'adresse suivante :

Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle Aquitaine
46 rue du Général de Larminat
33073 BORDEAUX

Faute de respecter ces dispositions, la copie de sauvegarde sera rejetée et ne pourra pas être examinée en cas de défaillance dans la transmission de la candidature ou de l'offre électronique.

Article VII. Renseignements complémentaires

Section 7.01 Demande de renseignements

Conformément **aux articles R.2132-7 à R.2132-11 du Code de la Commande Publique (CCP)**, pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats devront faire parvenir, **au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres**, une demande ou question écrite par l'intermédiaire de la plateforme dématérialisée, à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Section 7.02 Documents complémentaires

Les éventuels documents complémentaires au dossier de consultation seront communiqués aux candidats 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Section 7.03 Visite sur site

La visite du site est obligatoire, pour tous les lots. Deux visites sont organisées, sur le site du 21, rue des Herbillaux, 79010 NIORT:

- le mercredi 30 avril 2025 à 14h
- le mercredi 7 mai 2025 à 14h

Le soumissionnaire joint à son offre l'attestation en annexe correctement complétée.

Nota :

- Aucun échange questions réponses ne sera effectué durant les visites.
- Les demandes de renseignements complémentaires seront obligatoirement formalisées conformément au 7.1 du présent.

Article VIII. Procédure de recours

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Bordeaux

Tél. : 0556993800

Fax : 0556243903

Email : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

CCIRA de Bordeaux

Tél. : 0555122047

Fax :

Email : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible via le site internet www.telerecours.fr